

déclaré, comme le hansard en fait foi à la page 147:

• (4.40 p.m.)

... les conséquences inévitables seront les jugements arbitraires, les injustices criantes, le rationnement et, pour la première fois au Canada, depuis la guerre, le marché noir. Pire que tout, l'État devra s'introduire dans chaque usine, chaque magasin, chaque bureau, chaque syndicat et chaque ménage. Peut-être est-ce le genre de contrôle communiste que le NPD veut pour notre société...

Au cours de sa campagne électorale, le premier ministre de la Colombie-Britannique a parlé de l'autorité pesante de l'État marxiste-socialiste, mais je ne m'attendais pas à ce que le ministre des Finances (M. Benson), dans son exposé sur la gravité de l'état de la nation et sur les mesures possibles pour enrayer l'inflation, se laisse emporter comme cela, aussi éblanlé. Étant donné certaines des remarques du premier ministre (M. Trudeau), pendant la période des questions, au sujet de l'imposition de certains contrôles en cas d'échec des mesures volontaires, j'incline à penser que le ministre des Finances s'inquiète davantage de ses collègues au sein du cabinet. Par ses remarques, il cherchait peut-être à atteindre ceux-ci indirectement, puisqu'il ne peut pas les attaquer directement. Le ministre, je le crains, a donné libre cours à son imagination, car des remarques qu'il a attribuées à des membres de notre parti n'ont aucun point de ressemblance avec les propos tenus par nos porte-parole dans cette enceinte ou à l'extérieur.

Comme l'a déclaré le ministre des Transports (M. Jamieson), le Parlement canadien se penche, à l'occasion de chaque session, sur la crise qui nous guette dans l'immédiat. J'accorde qu'en même temps, il nous faut tenter de scruter l'avenir. Comme je siége à la Chambre depuis un peu plus de temps que le ministre, il me semble pouvoir faire remarquer qu'à chaque session du Parlement, nous examinons l'avenir de notre pays en nous interrogeant sur la voie qu'il conviendrait de suivre. Évoquant, l'autre jour, le caractère particulier de cette session, j'ai déclaré que celle-ci pourrait entrer dans les annales comme la session du grand débat sur l'inflation. Elle constituera un tournant décisif dans les efforts que nous déployons pour attaquer l'inflation.

Dans son discours de lundi soir, le ministre des Finances avait parlé du grand problème des perspectives inflationnistes bien établies. Il voulait dire que les gens croyaient que l'inflation durerait toujours. Le ministre avait dit:

J'aimerais assurer la Chambre que le gouvernement est décidé à empêcher cette situation. Il y parviendra dans l'intérêt des petites gens de notre pays.

[M. Barnett.]

Certains députés ont essayé de nous convaincre pendant des années que les petites gens de notre pays étaient menacés par l'inflation. La présente session pourrait être un tournant décisif, car c'est la première fois, à ma connaissance, qu'un ministre des Finances semble prendre l'inflation assez au sérieux pour vouloir s'attaquer au problème.

Dans la période d'après-guerre—car durant la guerre on a exercé certains contrôles—une certaine tendance s'est développée dans l'économie canadienne. Cette tendance, sauf une ou deux courtes périodes qu'on a appelées des récessions, a entraîné l'inflation. Pendant la plus grande partie de cette période, siégeaient sur les banquettes ministérielles les membres d'un parti qui se dit libéral. Après la guerre, nous avons eu un gouvernement libéral qui, de propos délibéré, s'est tourné carrément contre toute mesure de contrôle ordonné dans notre société. Presque du jour au lendemain, il a abandonné toutes les mesures de contrôle établies pendant la guerre, encouragé la montée inflationniste des prix et passé outre aux recommandations des chefs syndicaux du pays, qui priaient le gouvernement de ne pas abandonner tous les contrôles. Ils se sont dits prêts, pourvu que le gouvernement tienne compte de leurs recommandations, à recommander aux syndicats des congrès du travail, en vue de modérer les augmentations de salaire demandées à moins que ces augmentations ne soient liées à un accroissement de la productivité. Aujourd'hui, lorsqu'un ministre des Finances libéral dit: «J'aimerais assurer à la Chambre que le gouvernement a bien l'intention de prévenir cela,» voulant dire que l'escalade inflationniste finira par s'arrêter, personne ne devrait être surpris que certains députés se montrent sceptiques. Jamais encore un ministre des Finances libéral n'a pris au sérieux l'idée que l'inflation représente un danger pour le petit peuple.

Nous avons vu le pouvoir d'achat réel de la population se dégrader d'année en année. Le gouvernement s'est refusé à prendre des mesures pour empêcher que le revenu des gagne-petit s'amenuise constamment. Leur revenu est tombé bien en deçà de celui dont jouissent certains autres groupes au sein de notre économie. J'espère que la panique apparente du ministre amènera les cercles gouvernementaux à réfléchir sérieusement et que les députés ministériels sont sincères lorsqu'ils parlent de mesures destinées à arrêter la spirale de l'inflation. Après tout, c'est ce que certains d'entre nous disons depuis longtemps. Si le ministre est vraiment sérieux, pour ma part, je ne lui en veux pas de friser l'hystérie et de faire des remarques exagérées et inexactes sur la position de notre parti. Le prix n'est pas trop élevé si notre ministre des Finances est vraiment disposé à combattre